

**Discours sur la réforme électorale à l'intention du
Comité spécial
28 septembre 2016, Vancouver (C.-B.)**

Je m'appelle Ellen Woodsworth. J'ai été par le passé conseillère de la ville de Vancouver et présidente de l'organisme Women Transforming Cities. Grace MacInnes, qui, dans les années 1960, était la seule femme députée à la Chambre des communes, est ma cousine. En 1970, je me suis enchaînée à la Chambre des communes avec d'autres membres de la Caravane pour l'avortement (*Abortion Caravan*) pour exiger l'avortement sur demande, car les femmes n'avaient pas libre accès à l'avortement ou à des moyens de contraception, et le gouvernement faisait la sourde oreille à leurs revendications parce qu'elles n'étaient pas représentées au sein de celui-ci. Aujourd'hui, certains enjeux n'ont pas été entendus par un gouvernement qui ne les représente pas équitablement. Les voix des femmes autochtones disparues ou assassinées n'ont jamais été entendues avant aujourd'hui. Depuis la tenue des élections fédérales, les Canadiens sont profondément désillusionnés et croient qu'ils ne pourront se faire entendre sur un certain nombre de promesses.

Je constate avec plaisir aujourd'hui que le gouvernement représentant tous les partis écoute les citoyens sur la question du système électoral non démocratique actuel. Je suis très préoccupée par le fait qu'il y a très peu de voix féminines qui s'expriment dans le cadre de ces audiences. Je suis préoccupée par le fait que les Autochtones, les lesbiennes, les

transgenres, les immigrants, les réfugiés, les jeunes et les femmes plus âgées provenant de toutes les cultures et de toutes les races ne sont pas encouragés à assister à ces audiences ou à des audiences spéciales. Or, ce sont eux qui font les frais de la crise économique et du logement ainsi que du changement climatique. Il faut tenir compte de leurs opinions. Seulement 13 des 62 témoins qui ont comparu devant le Comité spécial cet été étaient des femmes. Dans près de la moitié de toutes les assemblées, la totalité des témoins a été des hommes. À un moment donné, le comité a convoqué sept assemblées de suite sans entendre une seule femme. Ce comité tient ses séances le jour et il n'offre aucun service de garde d'enfants. Je crois comprendre que l'on a organisé une assemblée spéciale pour les femmes à Ottawa. Ce comité est composé de femmes dans une proportion de 25 % seulement.

Nancy Peckford, de l'organisme À voix égales, a dit ceci : « Compte tenu du fait que le système majoritaire uninominal à un tour du Canada est terriblement imparfait au chapitre des résultats électoraux qu'il a engendrés pour les femmes, qui demeurent chroniquement et gravement sous-représentées, le Comité doit faire beaucoup plus attention à la question de savoir qui il entend précisément » [TRADUCTION].

Les femmes représentent à l'heure actuelle 26 pour cent des députés fédéraux. Seulement trois des 13 premiers ministres des provinces et territoires canadiens sont des femmes, et le Canada se classe au 64^e rang mondial au chapitre de la représentation des femmes au sein des parlements nationaux.

J'appuie les recommandations suivantes formulées par l'organisme À voix égales :

- **Que des changements au processus de nomination fédéral – et non seulement au système électoral – soient étudiés et mis en œuvre.**
- **Qu'un examen permanent des questions de maintien en poste et de culture politique soit effectué pour accroître la représentation des femmes au Canada.**
- **Que l'on prenne en considération les divers effets sur le nombre de femmes élues et ce que les femmes peuvent faire pour régler les problèmes qui touchent les femmes de manière disproportionnée.**

J'appuie en outre la représentation proportionnelle. Le parti qui obtient 40 % du vote devrait obtenir 40 % des sièges. La forme qu'une telle option revêt doit assurer une représentation équitable de la population diversifiée des femmes, qui constituent plus de 50 % de la population.

Le Canada a une occasion en or de reprendre le premier rang mondial en ce qui concerne les femmes en examinant en profondeur et en recommandant un système électoral qui permettrait que toute la population canadienne jouisse d'un appui pour ce qui est de voter, de faire campagne, de se porter candidate à des élections et d'être représentée équitablement par des candidats de tous les partis qui se présentent dans des circonscriptions assujetties à un vote et à la Chambre des communes.

Ellen Woodsworth